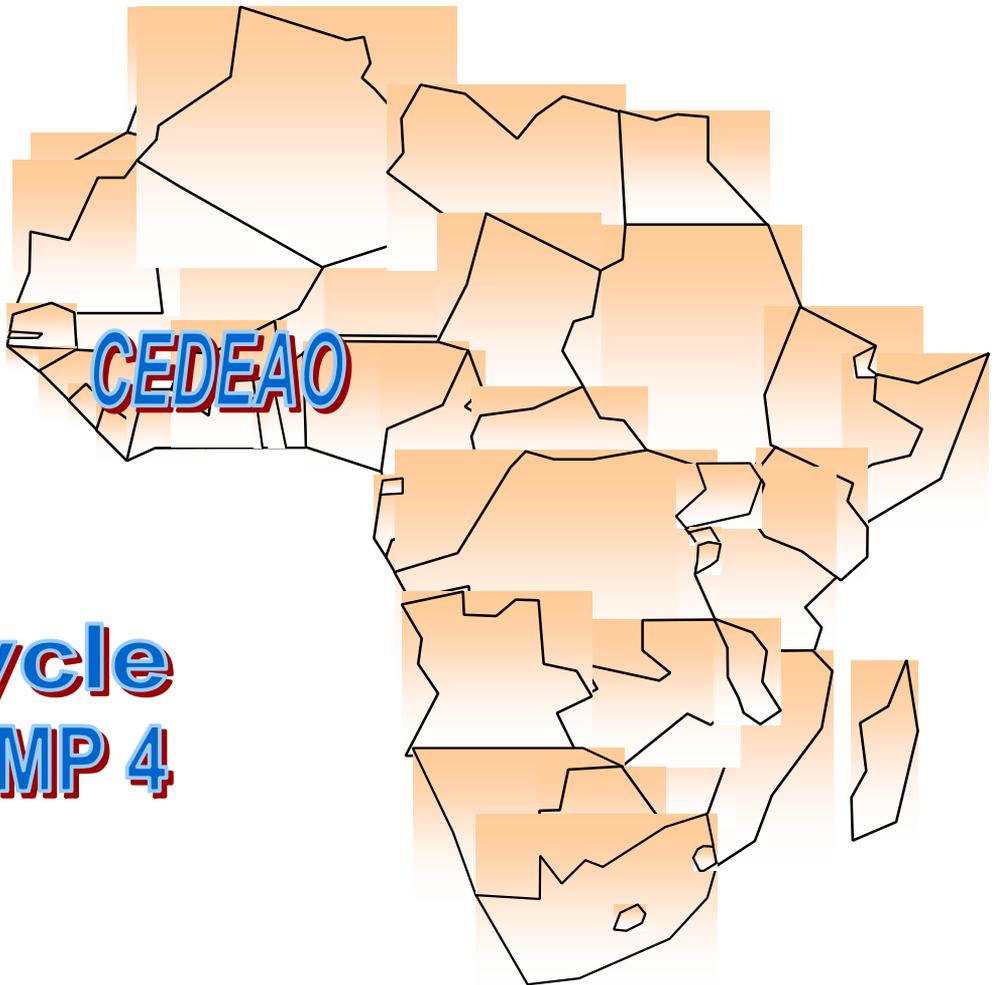


RECAMP

(renforcement des capacités africaines de maintien de la paix)



le cycle
RECAMP 4

RECAMP

Les origines

La France, fidèle à sa relation historique avec l'Afrique, œuvre à y développer un partenariat d'égal à égal, plus ouvert à l'ensemble du continent, soutenu par les Nations Unies et l'Union Européenne.

Pour répondre à la volonté légitime et de plus en plus affirmée des pays africains de gérer eux-mêmes les problèmes de sécurité sur leur continent, la France conçoit et propose « RECAMP » dans le milieu des années 90.

- 1997 : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France reconnaissent la nécessité de coordonner leurs programmes de coopération militaire en Afrique afin d'optimiser leurs actions (initiative P3).
- 1998 : le concept RECAMP est présenté au cours du sommet franco-africain du Louvre.
- 2003 : le concept RECAMP fait l'objet, en France, d'une réflexion destinée à renforcer son efficacité ; il est présenté à l'UE.

Les fondements

En adéquation avec les besoins exprimés par les pays africains en matière de maintien de la paix et en pleine cohérence avec l'action des Nations Unies, de l'Union européenne, du G8 et de l'Union africaine, RECAMP vise à contribuer au renforcement des capacités militaires des pays africains afin de leur permettre, s'ils le désirent, de concevoir et de mener des opérations de paix sur leur continent.

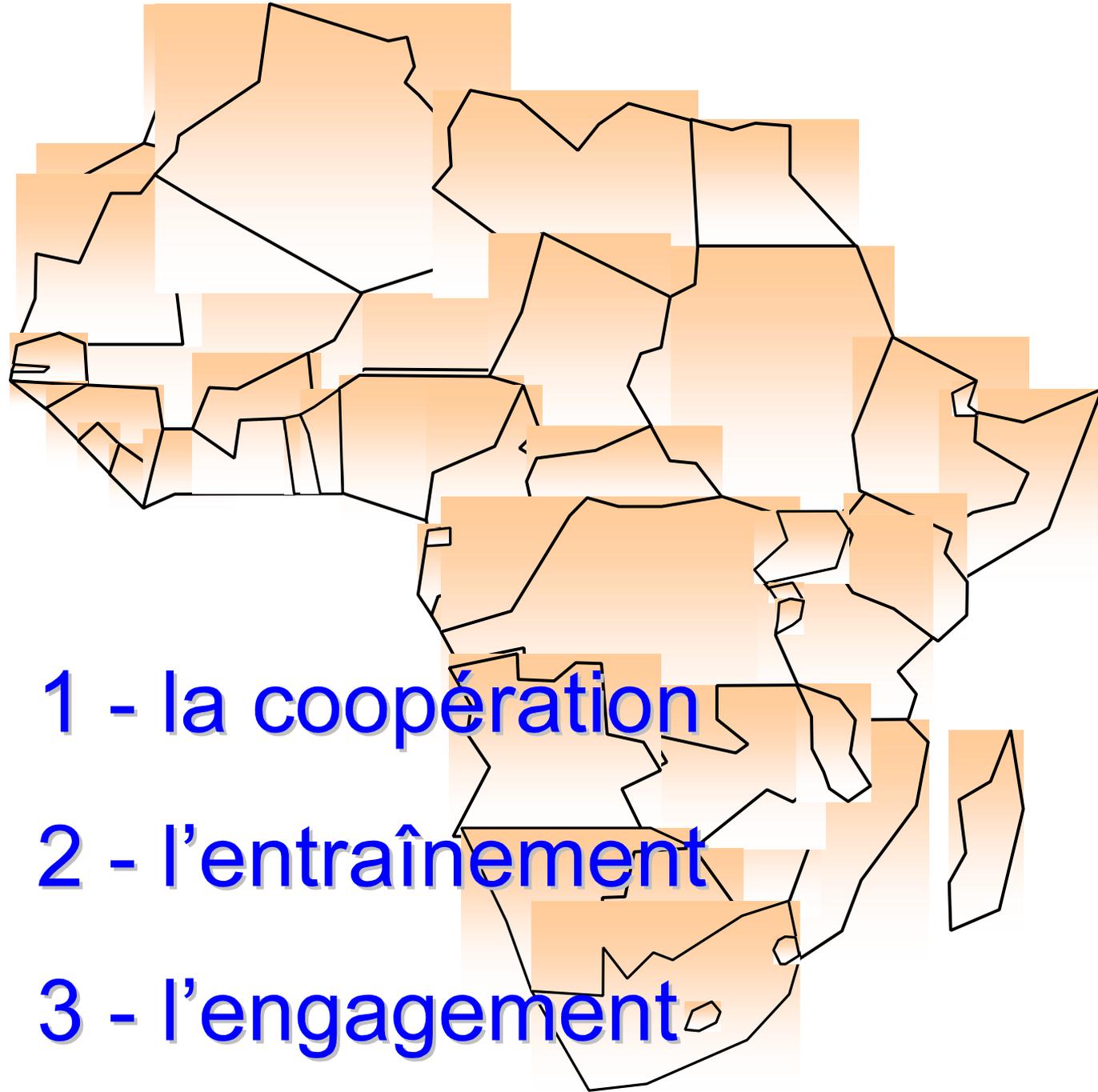
RECAMP contribue également au développement et au renforcement du rôle des organisations sous-régionales africaines en matière de sécurité dans un climat de confiance mutuelle.

Il s'appuie sur les principes suivants :

- **Légitimité** internationale, en plein accord avec les objectifs de la charte des Nations Unies;
- **Partenariat**, les décisions politiques étant prises en coopération avec les africains;
- **Ouverture** à l'ensemble de l'Afrique et à tout pays ou organisation souhaitant s'y associer;
- **Complémentarité** avec les coopérations bilatérales, les actions des sous-régions et celles de nos partenaires, en particulier européens;
- **Volontariat**, chaque État restant libre de la nature et du rythme de sa contribution;
- **Cohérence** entre acteurs civils et militaires.
- **Évolution du concept** qui vise à répondre au plus près aux caractéristiques actuelles des opérations de paix et de l'environnement international (renforcement des organisations sous-régionales et de la politique de l'Union Européenne)

RECAMP

S'articule en 3 volets cohérents :



1 - la coopération

2 - l'entraînement

3 - l'engagement

1 - coopération

Le volet coopération technique de RECAMP s'applique aux niveaux politique, politico-militaire et militaire. Il vise à participer à la mise en place des outils et des capacités de prévention et de gestion des crises africaines au sein des organisations sous-régionales, en liaison avec le département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (DOMP) et avec l'Union Européenne dont l'implication tend à croître.

Le niveau politique

- Renforcer les institutions politiques sous-régionales pour développer la gouvernance régionale à laquelle l'Union Européenne peut apporter son expérience ;
- Appuyer la mise en place d'outils de défense chargés pour la sous-région de la veille stratégique et de la coordination avec les pays membres, en liaison avec les organisations internationales (UA, ONU, UE) ;
- Participer à la formation des fonctionnaires militaires et civils des organisations sous-régionales avec des programmes de coopération européens ou nationaux.

Le commandement des opérations

- Renforcer la capacité à mettre sur pied des états-majors de niveaux stratégique, pour commander une opération, et opératif, pour commander une force sur un théâtre d'opération ;
- Appuyer la mise en place de procédures et de langues de travail permettant de fonctionner en multinational ;
- Participer à la formation des officiers d'état-major.

Les forces armées

- Former les cadres au maintien de la paix au sein d'écoles militaires en Afrique ou en Europe ;
- Contribuer à l'établissement d'une culture du dialogue en multipliant les formations militaires à un niveau régional (comme les ENVR, écoles à vocation régionale) ;
- Constituer une référence et un outil de synergie pour les différents programmes de coopération bilatérale.

⇒ En France, l'ENA (école nationale d'administration) développe des programmes de coopération pour les fonctionnaires civils, le FICA (forum de l'IHEDN pour le continent africain) s'adresse aux élites civiles et militaires, tandis que le CID (collège interarmées de défense) accueille chaque année des stagiaires africains.

⇒ Basé sur un partenariat multinational, le centre international d'entraînement au maintien de la paix Kofi Annan (KAIPTC), installé à Accra (Ghana), est un centre régional de de maintien de la paix destiné à des auditeurs civils ou militaires pouvant jouer un rôle dans la prise de décisions au niveau du théâtre d'opération.

⇒ Soutenue par la France, l'école de maintien de la paix du Mali, bientôt transférée à Bamako, est exclusivement consacrée au maintien de la paix. Par an, 150 à 200 stagiaires francophones ou non y suivent différents stages de niveau tactique (observateurs, cadres de PC multinational de brigade ou cadres de PC de bataillon ...).

⇒ Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR), soutenues par la France, permettent aux cadres militaires africains de différents pays d'être formés ensemble et de développer une fraternité qui participe du maintien de la paix. Les ENVR de Koulikoro et de Libreville, notamment, assurent une formation d'état-major.

⇒ Des formations particulières au maintien de la paix sont ouvertes en France pour les stagiaires africains, notamment pour la formation aux techniques d'état-major (à Compiègne), au soutien (à Tours), et aux techniques opérationnelles ou d'administration (Montpellier).

2 - entraînement

Co-organisé par un ou plusieurs pays africains et la France, exécuté au niveau sous-régional et associant de nombreux partenaires internationaux, l'entraînement vise en priorité d'une part **la prise de décision et la planification aux niveaux stratégique et opératif** et d'autre part **l'interopérabilité des forces**. Il s'organise en cycles de deux ans autour de trois axes : un exercice majeur, des cycles intermédiaires, des exercices hors cycle.

Un exercice majeur est organisé tous les 2 ans au sein d'une des organisations sous-régionales (CEDEAO, CEEAC, IGAD, SADC). Le thème retenu en commun traite de la gestion d'une crise au niveau sous-régional selon un scénario réaliste.

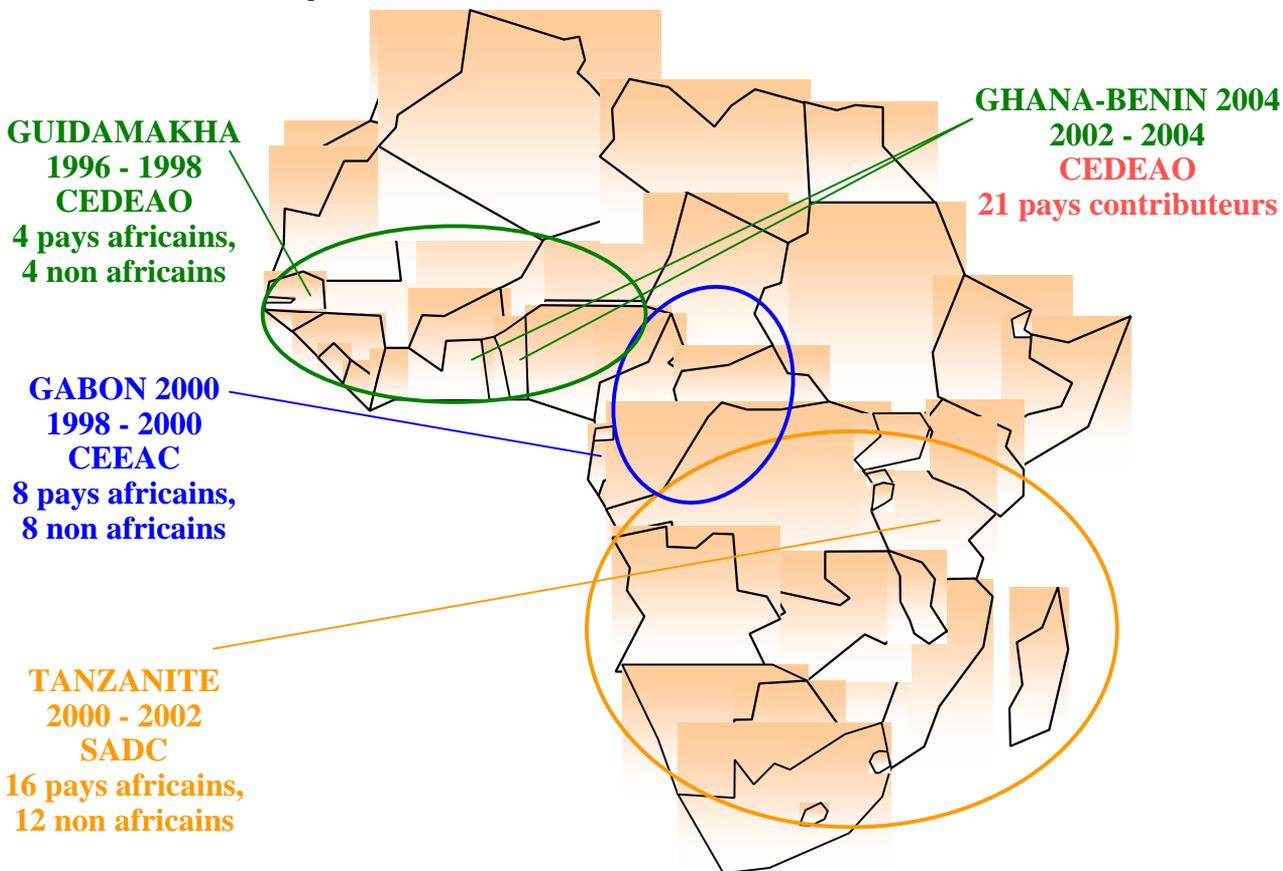
Des cycles intermédiaires sont organisés dans les autres sous-régions par les forces françaises pré-positionnées qui entretiennent ainsi un lien permanent avec les organisations sous-régionales et les pays de leur environnement.

Des exercices hors cycle, à l'initiative de pays africains ou non africains, peuvent bénéficier du soutien de RECAMP dans la mesure où ils visent à renforcer les capacités africaines de maintien de la paix

Outre des conférences préparatoires (planification et pays contributeurs), un exercice majeur permet de développer une planification politico-militaire complète d'une opération de soutien de la paix en quatre phases :

- 1ère phase, un séminaire politico - militaire (choix politiques relatifs à la gestion de la crise);
- 2ème phase, une conférence stratégique (planification stratégique de l'opération);
- 3ème phase, un exercice d'état-major (CPX) suivi d'un exercice avec troupes sur le terrain (FTX) pour l'entraînement à la conduite opérative et tactique;
- 4ème phase, une conférence « RETEX » de retour d'expérience.

Depuis sa création, le bilan du volet « entraînement » de RECAMP est le suivant :



L'accroissement régulier du nombre de pays contributeurs à des titres divers illustre bien le succès du programme RECAMP

3 - engagement

Une crise survient, une organisation sous-régionale engage une force interafricaine autorisée par l'ONU et en accord avec l'UA, RECAMP offre alors son expertise, ses capacités, voire ses équipements, pour mettre sur pied et soutenir une partie de la force, en coopération avec d'autres partenaires non africains

RECAMP a ainsi déjà été mis en application à plusieurs reprises, et continue de l'être :

Mise sur pied, équipement et soutien logistique de la MISAB (1997) en République Centrafricaine, composée de 6 contingents (Tchad, Gabon, Mali, BurkinaFaso, Sénégal et Togo).

- En 1998, la MINURCA se substitue à elle, suite au vote de la résolution 1159 des Nations unies.
- Depuis 2003, la FOMUC poursuit l'action internationale en faveur de la paix en République Centrafricaine.

Mise sur pied et soutien logistique d'un bataillon multinational (Bénin, Gambie, Niger et Togo) lors de l'opération « RECAMP Bissau » en Guinée Bissau (1999)

- Contribution à la mise sur pied de la **MONUC** (2000-2001) :
 - formation et équipement du contingent sénégalais,
 - participation à l'équipement du contingent marocain.

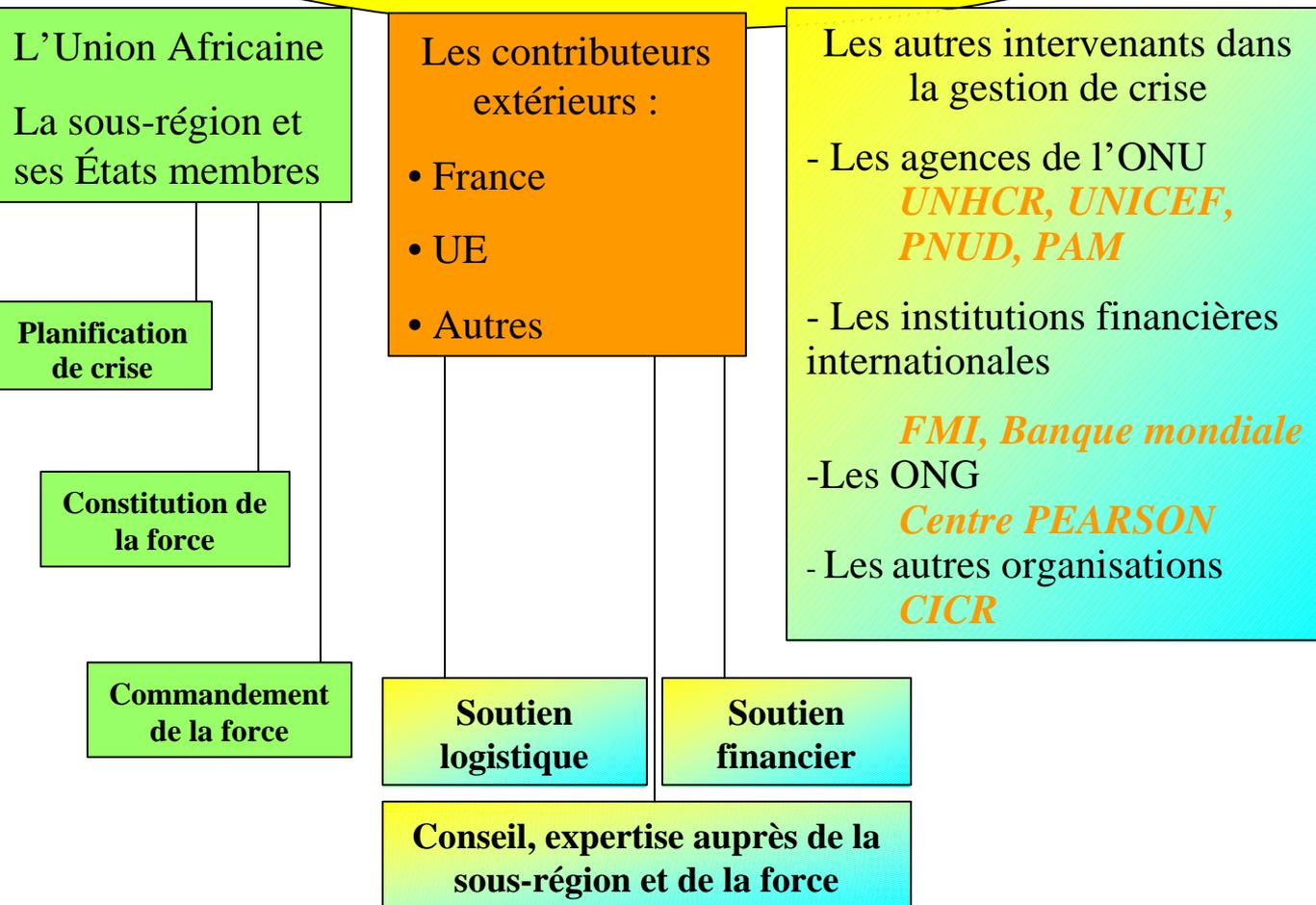
En cours :

- MICECI (Bénin, Ghana, Niger, Sénégal, Togo) :
 - Fin septembre 2002, les états membres de la communauté des états d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) décident d'envoyer une force de paix en Côte d'Ivoire, la « MICECI », chargée de faciliter l'application des accords de Marcoussis.
 - Une coordination est en outre assurée depuis le début de l'opération avec d'autres partenaires contributeurs (Belgique, Etats-Unis, Royaume-Uni...)
 - Au premier semestre 2004, la MICECI passe sous l'égide de l'ONU au sein de la MINUCI.

LES PARTICIPANTS

Dans un cadre sous-régional
(ou de coalition ad-hoc)
avec l'autorisation de l'ONU et en
accord avec l'UA

Opération de paix



Les pays non africains contributeurs peuvent intervenir en véritable partenariat avec la France et les pays africains de la sous-région dans le cadre de l'entraînement (exercice majeur du cycle RECAMP) aussi bien que pour soutenir un engagement réel.

le cycle RECAMP 4

Le cycle RECAMP 4, dont l'exercice « Bénin 2004 », traduit la prise en compte des enseignements tirés du cycle précédent s'étant déroulé en 2002 en Tanzanie :

- en impliquant plus particulièrement une organisation sous-régionale africaine et ses États membres concernés par les opérations de paix sur le continent,
- en associant très en amont tous les partenaires, africains ou non, au montage de l'exercice.

Il a pour but de démontrer et de développer la capacité de la CEDEAO à planifier puis à conduire une opération de maintien de la paix de moyenne importance.

Un cycle innovant, soutenu et bien réparti dans le temps

• 5 événements majeurs

- 05 juin 2003 : conférence d'initialisation à la CEDEAO à Abuja (Nigeria);

- 24 au 28 mai 2004 : séminaire politico-militaire à Accra (Ghana);

- 07 au 11 juin 2004 : conférence stratégique à Abuja (Nigeria);

- 29 novembre au 10 décembre 2004 : exercice de PC et avec troupes (CPX et FTX) au Bénin ;

- 15 au 17 février 2005 : conférence de « retour d'expérience » à la CEDEAO à Abuja.

• 3 conférences de planification

en novembre 2003, juin et septembre 2004 à Cotonou (Bénin).



Renforcement du rôle stratégique de la sous-région



Renforcement de l'expertise au niveau opératif



Implication forte des contributeurs

Site Internet : www.recamp4.org